

« Violences d'ici venues d'ailleurs ? » dans *Les Cahiers de lecture* de *L'Action nationale*, volume viii, numéro 1, Automne 2013, p. 33 (ss. la dir. de Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren, *Violences politiques .Europe et Amériques. 1960-1979*, Montréal, LUX, 2013, 336 pages)

TEXTE DE RÉFÉRENCE : (je suis incapable de le mettre dans le même format que les autres)

Carel, Comeau et Warren se fixent pour objectif de dresser un portrait aussi large que possible de la violence politique des années soixante-dix dont les traces apparaissent aussi étrangères à l'actualité présente que les causes qui l'ont précédée. L'effort éditorial de ce livre consiste à se demander quelles sont les questions que nous nous posons implicitement à ce sujet et comment tenter d'y répondre. Le principal résultat de cet ouvrage est donc de nous amener à reformuler pour soi-même ces questions. Un livre n'est pas un objet fini. Celui-ci est un bel exemple en la matière : il conduit à se demander plutôt quelles sont les questions auxquelles il ne répond pas et quelle est le poids des questions

auxquelles il répond.

Commençons par la deuxième question

: quelles sont les questions auxquelles cet ouvrage collectif répond. Posons d'abord sa principale prémisse : instaurer une égale importance dans le traitement entre la violence politique des années soixante-dix au Québec et des cas-types de violence politique ailleurs en Occident à la même époque. Il s'agit, en fait, de répondre à la question : que se passe-t-il dans le monde qui institue une telle violence du côté des sociétés comme des États ? Déjà, en faisant ce choix, les auteurs veulent donner au cas québécois une sorte d'importance relativisée par son inscription dans une époque marquée par d'autres manifestations de violence politique. Ainsi, l'analyse du Québec se confond au sein des quatre parties du livre et de ses douze textes. S'agit-il d'une réduction du cas du Québec ? Sans faire l'effort qui consiste à réunir pour sa propre lecture les six articles qui portent sur le Québec parmi les douze, oui, le cas québécois se noie, se perd et il semble que ce soit là un des objectifs visés. Pourquoi ? Parce qu'une distance incommensurable semble s'être instillée pour les codirecteurs de cet ouvrage entre l'époque pendant laquelle se

sont manifestés ces actes de violence et celle d'aujourd'hui. Notons cependant au passage que les textes de Guy Rocher, « La violence politique et sa légitimité » et d'Ivan Carel, « Vallières, Gagnon et la violence politique : entre idéalisme et matérialisme », tous deux dans la première partie du livre consacrée aux « discours de légitimation », échappent à cette relativisation.

Pour la plupart des autres textes, cette distance semble si grande que les seuls moyens heuristiques pour expliquer ce phénomène de violence politique au Québec semblent être de la situer dans l'ensemble plus large de son expression ailleurs dans le monde.

Tout l'attrait de cet ouvrage consiste donc à rappeler la chronique politique des années soixante-dix qui donnent aux actions du FLQ une sorte de similitude dans « les conditions socio-politiques d'émergence de la violence, ses pratiques et, enfin, ses mutations »

(p. 10). C'est là le nerf du livre. Les auteurs, dans leur introduction, écrivent ainsi : « En revenant sur les événements de 1960-70, le présent livre permet de mieux comprendre la rationalité (à distinguer de la légitimité) de la violence politique » (p. 15). Cette rationalité,

ils l'expliqueront par les mouvements de décolonisation, l'effervescence des pays du tiers-monde, la montée de l'impérialisme, la vaste mobilisation des années soixante, l'expression contre-culturelle aux États-Unis principalement (à ce sujet, l'article de Robert Comeau sur la gauche américaine est particulièrement exhaustif). La victoire de la révolution cubaine, la lutte du Vietnam contre l'occupation américaine, Vatican II et la critique du capitalisme, l'influence soviétique sont encore des causes qui seront mises en relief par l'article très bien documenté de José Del Pozo sur « Le surgissement des guérillas en Amérique latine : 1960-1970 ».

Faisant suite à l'étude de ces conditions d'émergence, des « pratiques » de violence sont abordées. On trouve dans cette partie un texte de fond de Simon Tessier sur « Octobre 70 : état d'exception, répression et légitimation de l'État canadien » qui va beaucoup plus loin que l'esquisse des « pratiques » de violence en ce qu'il pose les conditions d'une analyse profonde des relations Québec-Canada, cas unique par rapport à tous les exemples cités. Quant aux « mutations », malgré le texte d'Isabelle Sommier qui manifeste une certaine

volonté de théoriser le passage de la violence à la non violence, cette partie évite d'approfondir les causes philosophiques, politiques et idéologiques d'une sortie de la violence depuis cette étape historique que Marcel Gauchet a qualifié de « mode de déploiement de l'êtreensemble » (*La démocratie d'une crise à l'autre*, éd. Cécile Default, 2007, p. 14).

À ce propos, voyons quelles sont les questions auxquelles cet ouvrage ne répond pas et qui, en autant qu'un vide est créatif, en constituent l'intérêt dans la mesure où le manque force à s'interroger davantage. Tout se passe comme si l'échafaudage des « conditions sociopolitiques d'émergence de la violence » réussissait à faire l'économie de deux questions majeures auxquelles l'ouvrage, à notre avis, n'avait pas le droit d'échapper. La première est liée au Québec (après tout, compte tenu de la manifestation exacerbée de cette violence dans notre espace politique, les auteurs n'étaient-ils pas en droit de lui accorder une place centrale dans ce recueil d'essais ?) : la violence politique du FLQ est-elle surtout le symptôme d'une recrudescence de la violence ailleurs ou n'aurait-elle pas plutôt un lien rampant avec les

impasses d'aujourd'hui ? Tout en effleurant cette question à laquelle ils ne tentent pas de répondre, les codirecteurs de ce livre évoquent la position de Sartre sur le Québec : « Il n'est pas question que vous obteniez d'une manière progressiste l'indépendance socialiste au Québec, disait Sartre. Donc, il faut évidemment que ce soit à l'intérieur de la violence, je ne dis pas ça de gaîté de coeur, c'est ainsi partout » (p. 8). Sartre posait là une question non résolue. Si la violence est une affaire du passé telle qu'elle est traitée dans ce livre, quelles sont aujourd'hui les solutions qui lui répondent ?

La deuxième question que l'ouvrage contourne sans l'évoquer est d'ordre plus philosophique.

Elle est amplement traitée par

Marcel Gauchet dans *La démocratie contre elle-même*. Quel est le sort dévolu dans le monde d'aujourd'hui à la critique radicale telle que portée par les mouvements violents des années 70 ? Gauchet y répond :

Ce qui a très profondément changé notre monde depuis la « crise » des années 1970, c'est la découverte, justement, que cette capacité de remise en question était ce qui le définissait en propre [...] C'est ici que s'effondre

l'idée de révolution, décrédibilisée,
vidée de sens par la *puissance de changement*
du monde qu'il s'agissait de renverser
[...] Le discours de la dénonciation en règle
et de l'opposition sans concession a reconquis
pignon sur rue [...]. Ce discours de
la rupture sans rupture et du rejet dans
l'acceptation. [...] participe manifestement
du monde qu'il conteste [...]. C'est l'autorité
fondationnelle reconquise par les *droits*
de l'homme qui sous-tend la contestation
nouvelle manière [...]. La critique nouvelle
est foncièrement ultra-démocrate dans
son inspiration (Gallimard, 2002, coll. tel,
p. 319 à 325- je souligne).

Voilà un des enjeux à méditer auxquelles
conduit en creux cet ouvrage. v

34 *Les Cahiers de lecture* de L'Action nationale, volume viii, numéro
1, Automne 2013